

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

## Marché de service

**Accord-cadre pour les développements et la maintenance de  
l'application observatoire numérique du littoral**

N° 251000082

**PROCEDURE :**

**Appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2161-2 et R.2161-5 du Code de la  
commande publique**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**IFREMER**

**Zone industrielle de la Pointe du Diable**

**1625 route de Sainte Anne**

**29280 Plouzané**

**CCAG APPLICABLE : TIC (cahier des clauses administratives générales applicables aux  
marchés publics de techniques de l'information et de la communication - Arrêté du 30  
mars 2021)**

## Table des matières

<b>1. Objet du marché – Dispositions générales .....</b>	<b>5</b>
1.1. Objet du marché .....	5
1.2. Cotraitance.....	5
1.3. Sous-traitance.....	5
1.4. Confidentialité.....	5
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>6</b>
<b>3. PRESTATIONS DU MARCHE ET PRINCIPE DES UNITES D'ŒUVRE (UO) .....</b>	<b>6</b>
3.1. Prestations du marché .....	6
3.2. Principe de fonctionnement des unités d'œuvre .....	7
<b>4. DECOMPOSITION DU MARCHE.....</b>	<b>7</b>
4.1. Bons de commande.....	7
4.2. Passation des Bons de commande – Généralités .....	7
4.3. Contenu des Bons de commande .....	7
4.4. Passation des Bons de commande et évaluation des unités d'œuvre .....	8
<b>5. SUIVI DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
5.1. Personnes affectées aux prestations et Représentant du titulaire .....	8
5.2. Représentant Ifremer.....	9
5.3. Suivi des prestations.....	9
<b>6. PRIX DU MARCHE .....</b>	<b>9</b>
6.1. Contenu des prix .....	9
6.2. Type de prix.....	10
6.3. Date d'établissement des prix .....	10
6.4. Variation dans les prix.....	10
<b>7. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS .....</b>	<b>10</b>
7.1. Avance.....	10
7.2. Acompte .....	11
7.3. Délai global de paiement.....	11
7.4. Présentation des bons de commande.....	11
7.5. Présentation des demandes de paiement.....	11
<b>8. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>12</b>
<b>9. PENALITES .....</b>	<b>13</b>

9.1. Pénalités pour retard .....	13
9.2. Pénalités : absence d'information d'un changement de personnel .....	13
10.LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
11.VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION.....	13
11.1. Opérations de vérification quantitative et qualitative .....	13
11.2. Décision après vérification .....	14
12.....	GARANTIE
.....	14
13.....	PROPRIETE
INTELLECTUELLE .....	14
13.1. Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats .....	14
13.2. Propriété matérielle .....	14
13.3. Logiciel(s) préexistant(s) à la conclusion du présent marché .....	14
13.4. Développements spécifiques réalisés au titre du marché.....	15
13.5. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine communiqués au Titulaire par l'IFREMER .....	16
13.6. Garantie des droits .....	16
14.MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES .....	17
14.1. Modification du marché.....	17
14.2. Clause de réexamen .....	17
14.3. Le marché complémentaire .....	18
14.4. L'avenant de transfert .....	18
15.MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE .....	18
16.....	RESILIATION
.....	18
17.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE.....	18
18.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS .....	19
19.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	19



## 1. Objet du marché – Dispositions générales

### 1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet les développements et la maintenance de l'application observatoire numérique du littoral, ~~outil du système d'information Quadrigé~~.

Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint.

### 1.2. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

### 1.3. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

### 1.4. Confidentialité

L'ensemble des documents et informations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de ses annexes, ainsi que ceux transmis ultérieurement au cours de l'exécution du présent marché, quel qu'en soit le support et la forme, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, mais également pendant cinq (5) ans après son échéance ou sa résiliation quelle qu'en soit la cause, à respecter de façon absolue les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et, le cas échéant, par ses prestataires et sous-traitants :

- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf en cas d'accord exprès et préalable de l'IFREMER, accord qui peut être refusé à l'entière discrétion de ce dernier ;



- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données et fichiers communiqués par l'IFREMER au Titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire du présent marché peut également être engagée sur la base, notamment, des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal, sauf s'il est obligé de divulguer ces documents ou informations en application d'une obligation légale, réglementaire, ou d'une décision de justice.

## **2. PIÈCES CONTRACTUELLES**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes 1 « Observatoire numérique du littoral » et annexe 2 « résumé des exigences hébergement » ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/TIC)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le mémoire technique du titulaire ;

Le CCAG/TIC est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

## **3. PRESTATIONS DU MARCHE ET PRINCIPE DES UNITES D'ŒUVRE (UO)**

### **3.1. Prestations du marché**

Les prestations du marché recouvrent les prestations de développements et de maintenance définies aux articles 3 et 4 du CCTP.

Compte tenu de la quantité et de la diversité des données gérées et bancarisées par le système d'observation du littoral, compte tenu de la multiplicité des fonctionnalités rattachées à ce système (voir article 2 du CCTP) et compte tenu de la méthodologie de travail en mode AGILE, l'Ifremer est dans l'incapacité de définir des développements et une maintenance type. En revanche, quel que soit les outils/données à maintenir et/ou à développer, l'Ifremer a pu définir une tâche élémentaire dénommée Unité d'œuvre (UO).

Ainsi, dès qu'un besoin est identifié, l'Ifremer déclenche par bons de commande la quantité d'unité d'œuvre nécessaire à la réalisation des développements et/ou de la maintenance. Ces éléments sont détaillés à l'article 3 du CCTP.

### 3.2. Principe de gestion des unités d'œuvre

L'outil de gestion du marché est le système YOUTRACK décrit au CCTP. C'est l'outil installé à l'Ifremer de suivi des actions, des évolutions, des anomalies du système d'observation du littoral. Le titulaire aura accès à cet outil et aux fiches qui y seront saisies. En effet, chaque besoin de l'IFREMER est formalisé par une demande d'intervention auprès du Titulaire. Cette demande d'intervention est effectuée sous YOUTRACK. Cette demande d'intervention définit le besoin notamment sous la forme d'une spécification de besoin. La formalisation complète de la demande d'intervention donne ensuite lieu à la notification d'un bon de commande qui peut regrouper un ensemble de demandes d'intervention.

## 4. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

### 4.1. Bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L. 2125-1 et R. 2162-3 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

### 4.2. Passation des Bons de commande – Généralités

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/TIC, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délais de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

### 4.3. Unité d'œuvre et Bons de commande

Les prestations définies au CCTP sont exécutées via des bons de commande sur la base du coût unitaire de l'unité d'œuvre définie à l'acte d'engagement.

Un même bon de commande peut regrouper plusieurs demandes d'intervention.

#### 4.4. Passation des Bons de commande et évaluation des unités d'œuvre

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant, commande au fur et à mesure de ses besoins les unités d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une prestation. Aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes jugées trop faibles ou trop importantes.

Le processus de déclenchement des UO et des bons de commande est le suivant :

- **Etape 1 :** l'IFREMER soumet au titulaire, via l'outil YOUTRACK, une demande de prestation accompagnée du descriptif de la prestation et notamment de son attendu, y compris en terme de livrable.
- **Etape 2 :** sur la base de ce descriptif, le titulaire soumet au pouvoir adjudicateur :
  - \* les OTE nécessaires à la réalisation de la prestation,
  - \* les fonctions METIERS nécessaires à la réalisation de la prestation,
  - \* les coefficients de complexité nécessaires à la réalisation de la prestation,
  - \* les quantités puis le délai global de réalisation de la prestation.

Après approbation de l'ensemble de ces éléments, l'Ifremer notifie un bon de commande. Ce bon de commande vaut acceptation de la proposition du Titulaire.

- **Etape 3 :** Le bon de commande notifié par l'Ifremer comporte à minima :
  - \* l'objet de la prestation,
  - \* les OTE, les fonctions métier, les quantités et les coefficients de complexité requis,
  - \* le délai global de réalisation de la prestation,
  - \* les livrables attendus,
  - \* le prix global de la prestation établi sur la base du coût unitaire de l'unité d'œuvre notifié au marché, des coefficients de complexité et des quantités requises,
  - \* les documents descriptifs associés en pièce jointe (demande d'intervention etc.)

L'articulation des unités d'œuvre avec les fonctions METIERS, les quantités et les coefficients de complexité est définie à l'article 4.3 du CCTP.

## 5. SUIVI DU MARCHE

### 5.1. Personnes affectées aux prestations et Représentant du titulaire

Les personnels du Titulaire en charge des prestations sont obligatoirement ceux présentés par le Titulaire dans son offre. A défaut, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité de l'article 9.2 et la clause de réexamen de l'article 14.2 ci-après, voir la résiliation pour faute de l'article 16 ci-après. De plus, dès la notification du marché le Titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Les personnels en charge des prestations Ifremer doivent impérativement disposer d'une expérience significative dans les domaines définis à l'article 5.3 du CCTP.



Si en cours d'exécution du marché, le personnel affecté aux prestations n'est pas celui prévu dans l'offre du Titulaire, celui-ci est tenu d'informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur. Le titulaire doit présenter sans délai le profil du nouvel intervenant. Ce nouveau profil doit présenter le même niveau d'expérience et de qualification que la personne remplacée. Dans tous les cas, Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de refuser le profil proposé par le Titulaire. Dans tous les cas, si le profil proposé ne présente pas le même niveau de qualification et d'expérience que le personnel initialement prévu dans l'offre, la clause de réexamen de l'article 14.2 suivant s'applique.

Plus généralement, le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## 5.2. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché l'IFREMER désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

## 5.3. Suivi des prestations

Le suivi des prestations s'effectue à distance via le Système YOUTRACK et également par des réunions dans les conditions définies à l'article 2.2 du CCTP.

# 6. PRIX DU MARCHÉ

## 6.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/TIC, Les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP et du CCTP dont :

- Coût de la plateforme technique,
- Les livrables associés à l'UO,
- Les frais liés à la main d'œuvre,
- Tous les frais annexes,
- Les coûts de coordination,
- les réunions,
- les déplacements nécessaires à l'exécution des UO,
- les livrables et la documentation,
- les dispositions relatives à la réversibilité.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## 6.2. Type de prix

Le prix de l'unité d'œuvre est un prix unitaire.

## 6.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres (**mai 2025**).

## 6.4. Variation dans les prix

Le prix des prestations à bons de commande sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisibles annuellement à chaque date anniversaire de la notification du marché, selon la formule suivante, le Titulaire doit en faire la demande :

$P = P_o (S_y/S_{y_o})$

Où

P = Prix actualisé

P<sub>o</sub> = Prix initiaux du BPU à la date de notification du marché.

S<sub>y</sub> = Dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC à la date anniversaire de notification du marché (indice publié sur <https://www.syntec.fr/> )

S<sub>y<sub>o</sub></sub> = Dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC à la date de notification du marché (indice publié sur <https://www.syntec.fr/> ).

En tout état de cause, La variation des prix issue de l'application de la formule de révision s'applique à la hausse comme à la baisse. De plus, la hausse des prix unitaires engendrée par l'application de cette formule ne pourra être supérieure à 3%.

# 7. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

## 7.1. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article R 2191-17 et suivant du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance est calculé sur le montant minimum du marché et est égal à 5% d'une somme égale à douze fois le montant minimum du marché divisé par la durée d'exécution du marché exprimé en mois.

Le montant de l'avance est diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises montant minimum du marché.

## 7.2. Acompte

Pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois, le titulaire peut prétendre au paiement d'acompte mensuel à partir de la date de notification du bon de commande. Le montant de l'acompte doit correspondre au montant des prestations réellement exécutées. Pour cela le titulaire justifie par écrit de l'avancement des prestations.

Le montant de l'acompte est calculé comme suit :

*Montant de l'acompte = montant du bon de commande/nombre de mois du délai d'exécution global du bon de commande*

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Si le versement d'un acompte est lié à la fourniture d'un livrable, l'absence du livrable suspend le versement de l'acompte. Si le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans les spécifications jointes au bon de commande, le montant de l'acompte peut être réduit voir suspendu par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

## 7.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 7.4. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- l'objet de la prestation,
- le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation,
- la nature, les quantités et les prix unitaires du BPU

## 7.5. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

## 8. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais sont définis lors de la passation de chaque bon de commande, par défaut le délai d'exécution est de 15 jours calendaires à compter de la date de notification du bon de commande.

## 9. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché. L'ensemble des pénalités sont plafonnés à 3 % du montant de chaque bon de commande.

### 9.1. Pénalités pour retard

Lorsque le délai d'exécution du bon de commande, ou à défaut, le délai défini à l'article ci-dessus est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée en application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

avec :

P = le montant des pénalités ;

V = la valeur pénalisée. Cette valeur est égale au montant hors taxes du bon de commande concerné;

R = le nombre de jours de retard calculé jusqu'à la remise effective de la prestation dans des conditions permettant à l'Ifremer d'en prononcer la réception.

Ces pénalités sont également applicables si les délais de correction lors de la validation d'aptitude et de services réguliers ne sont pas respectés.

### 9.2. Pénalités : absence d'information d'un changement de personnel

En cas de défaut d'information du Pouvoir adjudicateur sur un changement de personnel affecté aux prestations de l'Ifremer, le Titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 1000 € HT par manquement.

## 10. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le lieu de réalisation des prestations est défini à l'article 5.5 du CCTP.

## 11. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION

### 11.1. Opérations de vérification quantitative et qualitative

Conformément aux articles 31 et 32 du CCAG/TIC de référence, le pouvoir adjudicateur ou son représentant procède aux opérations de vérification quantitative et qualitative définies dans ces mêmes articles. Pour chaque bon de commande le Pouvoir adjudicateur ou son

représentant procède à la vérification d'aptitude (VA) et à la vérification de service régulier (VSR).

## **11.2. Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 33 du CCAG/TIC :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

## **12. GARANTIE**

En fonction de ses besoins, le Pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'OTE 8 défini au CCTP qui a pour objet le développement spécifique d'une application informatique avec garantie.

## **13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **13.1. Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats**

Le Pouvoir adjudicateur peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations dans les limites fixées au présent article. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations nées du marché, notamment tous les développements provenant ou consécutifs à l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de communiquer au Pouvoir Adjudicateur, les connaissances acquises dans l'exécution du marché. Cette transmission conditionne la validation et la réception des prestations. Le Pouvoir adjudicateur s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire comme confidentiels, sauf lorsque ces méthodes et savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au Pouvoir adjudicateur pour limiter l'utilisation des résultats des prestations.

Le Titulaire fait son affaire de l'obtention des droits d'auteur, des cessionnaires des droits patrimoniaux, des éditeurs de logiciels standards et spécifiques, de toutes les licences permettant la parfaite exécution des prestations prévues au marché.

### **13.2. Propriété matérielle**

Le transfert de propriété des supports matériels des développements réalisés au titre de ce marché est effectif à la date de réception des chaque bon de commande.

### **13.3. Logiciel(s) préexistant(s) à la conclusion du présent marché**

Dans l'hypothèse où l'offre du Titulaire mentionne l'utilisation d'un logiciel préexistant au présent marché, c'est-à-dire tel qu'existant sur son catalogue ou sur un de ses sites, le Pouvoir adjudicateur reconnaît les droits d'auteurs patrimoniaux du Titulaire et/ou de l'Éditeur (pour le



cas où le Titulaire n'est pas l'Éditeur) sur le(s) logiciel(s). Le Pouvoir adjudicateur peut réaliser ou faire réaliser les interfaces nécessaires avec tout autre logiciel, applicatif ou système.

### 13.4. Développements spécifiques réalisés au titre du marché

Pour le cas des développements spécifiques, le Pouvoir adjudicateur peut utiliser librement les résultats des prestations, les développements réalisés pour ses besoins spécifiques ainsi que les supports de formation, que ses besoins lui soient propres ou qu'ils soient ceux inhérents à ses partenaires présents ou futurs.

Le Titulaire cède au Pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, définitif et irrévocable, la pleine et entière propriété de tous les droits définis ci-après, attachés aux études, analyses, applications spécifiques (les développements spécifiques) et à la documentation qui s'y attache. Le Pouvoir adjudicateur a notamment le droit de réaliser, de développer ou de faire développer à l'issue du marché, d'autres logiciels, applications spécifiques et toutes autres prestations à partir des études, analyses et applications spécifiques produits dans le cadre de ce marché pour ses besoins propres. Le Titulaire cède notamment au pouvoir adjudicateur, les droits suivants sur les applications spécifiques et documentations s'y rattachant :

- Le droit de reproduction par tous procédés et sur tous supports connus et inconnus à ce jour, objet du présent marché ;
- Le droit de représentation et de diffusion auprès de tout utilisateur, par tous procédés et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit de mise à disposition, onéreuse ou gratuite, totale ou partielle, des résultats des prestations par le Pouvoir adjudicateur à tout utilisateur ;
- Le droit de correction ou de modification ;
- Le droit de maintenance et de suivi ;
- Le droit de traduction en toutes langues et tous langages ;
- Le droit d'adaptation sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, et à tous environnements et tous équipements ;
- Le droit d'interfaçage ou d'intégration de tout ou partie des programmes composants les logiciels et applications spécifiques avec tout autre logiciel ou progiciel ou application, au bénéfice du Pouvoir adjudicateur, ou de tout utilisateur par lui désigné.

À cet effet, le Titulaire remet tous les programmes, le cas échéant tous les codes sources et codes exécutables, tous les documents de travail et documentations associées aux applications spécifiques dans les mêmes conditions que celles exprimées ci-dessus.

L'ensemble de ces cessions vaut, sans limitation de zone géographique, quel qu'en soit le support, pour toute la durée des droits telle qu'elle est prévue par la législation sur la propriété littéraire et artistique, et telle qu'elle pourra être modifiée par toutes législations et conventions européennes ou internationales ultérieures.

La date de cession au pouvoir adjudicateur par le Titulaire des droits exclusifs, définitifs et irrévocables de propriété des logiciels et applications spécifiques du marché (à l'exception de ceux afférents au(x) logiciel(s) sous licence libre) est la date de paiement effectif par le Pouvoir adjudicateur au Titulaire de la totalité du montant du bon de commande considéré.

Toutefois, le Pouvoir adjudicateur réaffirme la pleine propriété du Titulaire sur les droits d'auteurs (méthodes, techniques, outils et tout procédé) attachés aux développements spécifiques.

Par ailleurs, le Pouvoir adjudicateur s'engage à considérer les méthodes du Titulaire comme confidentielles. Les applications et/ou développements spécifiques réalisés au titre du présent marché à partir de logiciels libres de droit suivent le régime de la propriété intellectuelle de la licence afférente. Le Pouvoir adjudicateur s'engage à respecter les obligations afférentes à cette licence.

### 13.5. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine communiqués au Titulaire par l'IFREMER

Le Titulaire garantit au Pouvoir adjudicateur qu'il prend toute mesure utile pour préserver la propriété du Pouvoir adjudicateur et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché. Il ne peut ni les reproduire, ni les représenter, ni les diffuser à titre gratuit ou onéreux à des tiers sur quelque support connu ou inconnu que ce soit, en dehors des prestations entrant dans l'objet du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer au Pouvoir adjudicateur toutes les données, dossiers d'analyse, traitement de données, programmes, vidéogrammes, contenus sonores et/ou visuels, documents graphiques, films, enregistrements, fichiers, bases de données et tous autres documents sur quelque support connu ou inconnu à ce jour que ce soit, fournis par le Pouvoir adjudicateur et utilisés pour l'exécution du marché.

### 13.6. Garantie des droits

Le Titulaire garantit le Pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle et industrielle des matériels, des logiciels, applications, documentations et méthodes fournis au titre du marché. Si le Pouvoir adjudicateur est saisi de revendications de tiers, ou est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations entrant dans l'objet du présent marché, le Titulaire, sans préjudice des sanctions encourues, doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le Titulaire du marché garantit qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en oeuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché.

Le Pouvoir adjudicateur, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le Titulaire, dans un délai de 8 jours, de l'assignation qu'il aurait reçue ;

- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le Titulaire pour des délais supplémentaires d'exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;
- Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge du Pouvoir adjudicateur, ni délai supplémentaire d'exécution des prestations.

## 14. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES

### 14.1. Modification du marché

L'accord-cadre et les marchés subséquents peuvent être modifiés par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

### 14.2. Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

#### ➤ Modification du prix de l'Unité d'Œuvre

Dans le cadre d'une modification de personnel en cours d'exécution du marché (voir article 5.1 ci-avant), si le profil proposé ne présente pas le même niveau de qualification et d'expérience que le personnel initialement présenté dans l'offre du Titulaire, celui-ci s'engage à prendre la formation du nouveau personnel à sa charge. De plus, si le nouveau personnel ne présente pas le même niveau d'expérience et de qualification que le personnel initialement présenté dans l'offre du Titulaire, le montant des unités d'œuvre est revu à la baisse dans une fourchette de 10 à 20 %. Ces modifications sont conclues par avenant.

#### ➤ Modification du plafond de la clause butoir

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir,
- Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le titulaire produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande,
- La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initiée par le seul Titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclues par avenant.

#### ➤ Prestations supplémentaires

En cours d'exécution de l'accord-cadre : Si des UO supplémentaires non prévus à l'accord-cadre deviennent nécessaires pour l'exécution du marché, le Titulaire propose un prix pour l'UO supplémentaire. Une fois ces prix acceptés, le pouvoir adjudicateur notifie ces UO supplémentaires par ordre de service à condition que les UO supplémentaires n'impactent pas le montant maximum de l'accord-cadre.

### **14.3. Le marché complémentaire**

Conformément aux articles R 2194-2 et R 2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenues nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

### **14.4. L'avenant de transfert**

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

## **15. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE**

En application de l'article R2122-4 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour des livraisons complémentaires dont les montants cumulés ne peuvent dépasser 50 % du montant du contrat initial. Sont considérées comme livraisons complémentaires toutes livraisons qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

## **16. RESILIATION**

En complément à l'article 50 du CCAG/TIC, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

Peut constituer un motif de résiliation pour faute, le non-respect par le Titulaire de ses engagements sur le personnel en charge des prestations de l'Ifremer.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

## **17. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE**

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

## **18. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS**

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit au Pouvoir adjudicateur à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière, conformément au code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **19. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

- \* l'article 4.2 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG
- \* l'article 6.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG
- \* l'article 9 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG
- \* l'article 16 complète l'article 50 du CCAG